

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EARL TERRELIANDE

Les Minets
44522 Mésanger

Références : 2023-0782
Code AIOT : 0054401000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement EARL TERRELIANDE implanté Les Minets 44522 Mésanger. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite à un signalement de l'Office Français de la Biodiversité

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL TERRELIANDE
- Les Minets 44522 Mésanger
- Code AIOT : 0054401000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de porcs soumis à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Pollution du milieu naturel	Code de l'environnement du 31/08/2022, article R 211-48	Mise en demeure, respect de prescription	15 j
2	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	15 j

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Rejet d'effluent vers le milieu naturel

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution du milieu naturel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/08/2022, article R 211-48
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution du milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déversement direct des effluents d'exploitations agricoles dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer est interdit.
Constats : Déversement direct d'effluents (jus d'ensilage de cive) dans les eaux superficielles d'un cours d'eau provenant d'un stockage de CIVE destinées à un projet d'unité de méthanisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des effluents
Constats : Absence d'équipements permettant de collecter les effluents chargés provenant d'écoulements d'un stockage de cultures intermédiaires à valorisation énergétique (CIVE) destinées à un projet d'unité de méthanisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial

Projet d'Arrêté de mise en demeure 2023/DDPP/XXX

VU les livres I et V du code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R 211-48 ;

VU la nomenclature des installations classées établie à l'annexe 3 de l'article R.511-9 du code de l'environnement et notamment la rubrique 3660 (élevage porcin) ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques N° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'action national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral 2018/408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2003 autorisant la SCEA VIEL FRERES à exploiter un élevage porcin de 2434 animaux équivalents porcs sur le territoire de la commune de MESANGER, au lieu-dit « Les Minets » ;

VU le récépissé de la déclaration de changement d'exploitant du 24/03/2017 délivré à l'EARL TERRELIANDE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2021 autorisant l'EARL TERRELIANDE à exploiter un élevage porcin au lieu dit « Les Minets » sur la commune de MESANGER pour 3240 emplacements ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées réalisée le 07 mars 2023 ;

VU le courrier du 21 mars 2023 de la direction départementale de la protection des populations, invitant l'exploitant à formuler ses remarques sous 15 jours, conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du XXXX ;

CONSIDÉRANT que le 07 mars 2023, lors du contrôle opéré par les inspecteurs commissionnés de la DDPP de l'installation classée de l'EARL TERRELIANDE, au lieu dit « Les Minets » sur la commune de MESANGER, il a été constaté :

- le rejet d'effluents chargés dans le milieu naturel (cours d'eau) ;
- l'écoulement de ces effluents d'un stockage de cultures intermédiaires à vocation énergétiques (CIVE) destinées à un projet d'unité de méthanisation ;

CONSIDÉRANT que ces rejets sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment du fait de la pollution directe des cours d'eau par les nitrates et le phosphore qu'ils contiennent ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article R 211-48 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL TERRELIANDE, au lieu dit « Les Minets » sur la commune de MESANGER de respecter les prescriptions de l'article R 211-48 du code de l'environnement et de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur Ludovic COLLINEAU, exploitant de l'EARL TERRELIANDE, au lieu dit « Les Minets » sur la commune de MESANGER, est mis en demeure, **sans délai**, à compter de la notification du présent arrêté :

- de cesser tout rejet d'effluents dans le milieu naturel ;
- de cesser l'accumulation de nouvelles matières destinées au projet de méthanisation.

Article 2 : L'EARL TERRELIANDE est mise en demeure, **dans un délai de 15 jours**, à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder au curage des zones polluées, dont les rigoles d'écoulements des effluents et la fosse de récupération des eaux de drainage ;
- de collecter tous les jus s'écoulant du stockage des cultures intermédiaires à vocation énergétiques (CIVE) destinées à un projet de méthanisation et les stocker avant traitement ou épandage dans le respect de la réglementation ;
- de couvrir et rendre étanche aux eaux pluviales le tas de CIVE.

Article 3 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 à 2 dès leur réalisation.

Article 4 : Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes 6 allée l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex peut être saisi d'un recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : Publicité – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à l'EARL TERRELIANDE et sera publié sur le site internet des installations classées <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>, ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant deux mois ;

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de MESANGER, le sous-préfet d'ANCENIS et le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général

